



Conférence donnée au cours de la session  
2006 des Semaines Sociales de France,  
"Qu'est-ce qu'une société juste ?"

## La parole aux politiques

**ROBERT ROCHEFORT**<sup>1</sup>: Les Semaines sociales ont toujours souhaité mener un dialogue fructueux avec les hommes et les femmes politiques. Nous ne pouvons pas nous satisfaire de l'état actuel de crise et de défiance entre eux et les citoyens de notre pays. En cette période pré-électorale majeure, nous avons imaginé à l'origine organiser un débat entre les principaux candidats à l'élection présidentielle. Cela n'a pas été possible pour de multiples raisons ; certainement n'avons-nous pas vocation à singer les plateaux de télévision. Plutôt que de regarder des responsables politiques débattre entre eux, nous avons donc choisi de leur demander de s'exprimer successivement sur le thème de notre Semaine sociale. Les quatre hauts responsables<sup>2</sup> qui ont accepté notre invitation ont tous marqué un grand intérêt pour nos travaux et ont accepté le cahier des charges que nous leur avons soumis, en particulier de prendre connaissance attentivement du document *12 propositions pour une société plus juste*. Nous leur avons demandé de nous dire dans un premier temps quelle était leur conception de la justice et d'une société juste, puis de réagir en se positionnant vis-à-vis des propositions qui leur paraissaient essentielles. Enfin François Ernenwein, rédacteur en chef de *La Croix*, animera un dernier temps de questions, toujours autour de cette initiative inédite des Semaines sociales que sont les 12 propositions.

**NICOLAS SARKOZY**<sup>3</sup>: J'ai tout d'abord des excuses à présenter à Michel Camdessus : lorsque j'étais ministre des finances, je lui ai demandé un rapport qui n'a pas eu tout l'écho qu'il méritait. Non pas parce qu'il n'était pas complet – il était à son image, passionnant et intelligent – mais je crains que ce rapport n'ait souffert à l'époque d'avoir été demandé par moi ! Il l'aurait été par quelqu'un d'autre, il aurait certainement mis la France devant ses responsabilités. Et ce qu'il disait était juste, par référence au sujet sur lequel vous réfléchissez ici. Je pense que le thème de la justice que vous avez choisi est certainement l'un des thèmes les plus importants pour la France d'aujourd'hui ; c'est un sujet sur lequel j'ai moi-même beaucoup réfléchi et me suis souvent interrogé. Qu'est-ce que cela veut dire 'être juste' ? Juste, c'est un terme d'une richesse extraordinaire qu'on affaiblit en lui accolant des adjectifs. En général, quand on parle de justice, on dit « justice sociale ». Comme si la justice familiale ou la justice dans d'autres domaines n'étaient pas aussi nécessaires. Je pense profondément que le mot est en lui-même d'une richesse suffisante pour qu'on n'ait pas besoin de l'enfermer dans un adjectif qui réduit sa portée. La justice se suffit à elle-même.

### Distinguer inégalités et injustices

Finalemment, personne n'attend rien d'autre de la société où il vit que cela : que la société soit juste ; juste quand elle fixe des droits, juste quand elle fixe des devoirs, juste quand elle punit, juste quand elle récompense. Lorsqu'on présente les choses ainsi, on voit bien qu'on n'a pas besoin de préciser que c'est de justice sociale qu'il s'agit.

Je regrette cependant la confusion pratiquée parfois entre inégalités et injustices. Toutes les inégalités ne sont pas des injustices. La déclaration des droits de l'homme de 1789 énonce dès son premier article que « les distinctions ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune ». C'est à ce principe philosophique républicain fondamental que je veux me rattacher. Il faut en avoir une vision équilibrée et exigeante. Je crois comme vous que l'utilité commune ne justifie pas certaines rémunérations mirobolantes de chefs d'entreprise protégés par des

<sup>1</sup> Robert Rochefort a été vice-président des Semaines Sociales de France de 1996 à 2006.

<sup>2</sup> En raison de son investiture officielle comme candidate du Parti Socialiste le même jour, Ségolène Royal ne pouvait pas être présente à cette session.

<sup>3</sup> Nicolas Sarkozy est ministre de l'Intérieur, candidat de l'UMP aux élections présidentielles 2007.

indemnités de départ faramineuses. En revanche, je crois qu'il faut accepter que des gens qui innoveront, qui miseront leurs économies et plusieurs années de travail dans un projet d'entreprise, puissent être rémunérés à la mesure des risques qu'ils ont pris et des sacrifices qu'ils ont faits.

La République définit donc une justice qui ne consiste pas à donner à chacun la même chose. Je veux affirmer que lorsqu'on travaille plus que les autres, il est normal de gagner davantage que les autres ; quand on prend plus de risques que les autres, il est normal d'être rémunéré davantage que les autres.

La justice, c'est à chacun selon ses mérites et à chacun selon son handicap. La justice, ce n'est pas de donner à tous les enfants la même chose. Ma conviction, c'est que sur la ligne de départ de la vie, on ne part pas tous du même endroit. Mes enfants, pour des raisons sociales, culturelles, économiques, partiront de moins loin que moi-même et que mon père avant moi. Il n'est pas anormal en termes de justice de donner davantage aux enfants d'une famille qui auront eu sur la ligne de départ de la vie plus de handicaps que mes propres enfants. C'est la même chose pour les territoires : certains territoires français ont sur la ligne de départ plus de handicaps structurels que d'autres. Doit-on leur donner la même chose ? Mais la justice doit-elle consister à donner l'examen à tout le monde, ou seulement à ceux qui ont travaillé pour le mériter et pour l'avoir ? Ce sont des grandes questions sur lesquelles il y a beaucoup de confusion. La justice, c'est la compensation des handicaps et la récompense des mérites.

### **Contre un ordre social fixé par le destin et une société bloquée**

Il faut avoir, me semble-t-il, une deuxième exigence de justice, encore plus importante. Aucune inégalité n'est acceptable dans une société si tous ses membres n'ont pas accès, quels que soient leurs origines, leurs revenus, leurs domiciles, à toutes les positions sociales. La pire des injustices, à mon sens, est un ordre social où chaque destin serait écrit d'avance. J'en conclus qu'il ne suffit pas d'analyser les inégalités de façon statique et de les trouver choquantes. Souvent, elles le sont effectivement. Mais ce constat seul ne mène à aucune solution pratique à mettre en œuvre par le responsable politique que je suis. La solution vient d'une vision dynamique de la société. Il ne suffit pas en effet de constater qu'il y avait en France 12,4 % de pauvres en 2001, et 11,7 % en 2004, même si cela mérite d'être marqué. Il faut aussi savoir si les pauvres de 2004 sont les mêmes que ceux de 1995, et s'ils sont ou non les enfants des pauvres de 1975. Je refuse une société bloquée où n'existeraient que la satiété des uns, la frustration des autres, et où l'avenir ne serait plus une promesse mais une menace. Seule une société en mouvement est une société cohérente. Parce que c'est l'espoir et la foi en l'avenir qui cimentent cette société.

Aujourd'hui, je suis inquiet, parce que tous les indicateurs d'équité dans la société française se dégradent. En France, les risques pour un élève défavorisé d'avoir un niveau faible en mathématiques sont quatre fois supérieurs que pour un élève de milieu favorisé. C'est beaucoup plus qu'aux États-Unis ou au Canada. A l'embauche, un candidat au patronyme maghrébin, à qualification et âge égal, a trois fois moins de chances de recevoir une réponse à l'envoi de son CV qu'un candidat au patronyme bien gallo-romain comme Sarkozy ! Je veux dire par là qu'il y a deux injustices : l'injustice du moment, et celle encore plus odieuse dont on hérite. Là, il n'y a pas de droits de succession : on peut transmettre l'injustice à ses enfants sans que l'État vienne prélever ! C'est là l'injustice la plus inacceptable.

### **Faire des choix pour que les droits virtuels deviennent réalité**

J'ajoute une troisième remarque : je refuse les principes théoriques. J'observe que plus on promet l'égalité des droits dans le discours, moins on la voit dans la réalité. Nous sommes devenus une société des droits virtuels, que chaque citoyen peut comparer avec des inégalités réelles. Comment faire en sorte que la promesse d'égalité devienne la réalité ?

J'ai avancé deux idées, dont je sais parfaitement qu'elles font débat. Et pourtant, arrêtons d'être choqués par les solutions ; soyons le par les constats. Si on est bien d'accord pour décrire les injustices, pour dire qu'elles existent en France et qu'elles ne sont pas tolérables, alors acceptons que la solidarité se concentre sur ceux qui en ont le plus besoin. La difficulté, c'est que la France déteste choisir. Tout le monde réclame sa part de solidarité, y compris ceux qui n'en ont pas besoin, ou qui n'y ont pas le droit.

J'ai lu dans les douze propositions des Semaines sociales celle sur la scolarisation, notamment des enfants handicapés. Naturellement qu'une famille qui a un enfant handicapé, qui n'y est pour rien, doit bénéficier de cette solidarité au premier titre. Mais qu'est-ce que veut dire l'égalité des chances quand on sait que dans notre pays, c'est la croix et la bannière pour qu'un enfant handicapé puisse être scolarisé en milieu « ordinaire », pour ne pas dire normal ? Je sais bien qu'il y a des mots qui font peur. Moi, ce que je veux, c'est le volontarisme républicain, pour qu'on fasse plus pour celui qui en a vraiment besoin.

La prime pour l'emploi est l'exemple même du refus de choix. Que signifie-t-elle à partir du moment où on la donne à 8 millions de personnes dans notre pays. C'est bien la volonté de ne pas choisir. La donner à 8 millions de personnes, c'est la saupoudrer à tant de gens qu'elle n'a plus de sens. Finalement, la prime pour l'emploi, au lieu d'aider à reprendre un travail, est devenue un substitut à une politique salariale qui fait que les salaires n'augmentent pas.

### **L'idée d'opposabilité des droits**

Je crois beaucoup à cette idée nouvelle qu'est l'opposabilité des droits. Je pense profondément que dans notre pays, il faut choisir un certain nombre de droits, désigner un responsable de l'effectivité de ces droits, et permettre à celui qui pourrait y accéder de se tourner vers un tribunal pour en demander l'application.

Le cas de la scolarisation des enfants handicapés illustre bien l'intérêt de l'opposabilité des droits. Si au bout de cinq ans une famille ne trouve pas une place dans une école pour scolariser son enfant handicapé, elle peut aller faire valoir son droit devant un tribunal. Vous verrez à ce moment-là que la République des droits virtuels deviendra la République des droits réels. Je ne connais pas d'autres manières de faire : on désigne un responsable, on lui donne un délai pour qu'il s'engage sur cette responsabilité, et on dit au citoyen : si tel droit n'a pas été mis en place au bout de 5 ou 10 ans, vous pourrez le faire défendre devant les tribunaux.

J'ajoute qu'une société juste est aussi celle où l'équilibre entre droits et devoirs est le même pour tous. Où, par exemple, on n'a pas le droit à la sécurité de l'emploi et une retraite précoce sans le devoir d'assurer un service garanti en cas de grève. On ne peut pas réclamer des droits si, dans le même temps, on n'est pas prêt à accepter les devoirs qui vont avec. On a le droit à conserver ses revenus après une perte d'emploi, mais on a le devoir d'accepter un emploi s'il se présente, même s'il n'est pas exactement celui que l'on espère. Si l'on veut un système d'indemnisation du chômage plus généreux, alors il faut accepter que la société qui financera le système d'indemnisation du chômage plus généreux soit plus exigeante dans la recherche d'un emploi, dans l'acceptation d'une nouvelle formation, ou dans l'acceptation d'une offre d'emploi. C'est pour cela que je n'ai pas la religion des statuts. Je pense qu'un statut protège et exclut à la fois : c'est un facteur de sécurité pour certains, mais d'immobilité sociale pour tous. J'adhère donc totalement à l'idée des Semaines sociales de sécuriser les parcours professionnels, sans pour autant forcément comprendre la totalité de ce que vous entendez par le statut du travailleur.

Car au fond, quel est le premier problème de la France ? Ce n'est pas tant que l'on perde un emploi : c'est qu'on ait tant de mal à en trouver un. On explique aux Français qu'il faut qu'ils soient mobiles, qu'ils changent de métier, d'entreprise, de région, et en même temps, notre pays est l'un des derniers au monde où les droits de mutation et les garanties que demandent les banques empêchent justement la mobilité. Que voulez-vous que comprennent nos concitoyens ?

### **Relance de l'ascenseur social et sens de la vie**

Finalement, en découvrant vos 12 propositions, j'ai l'impression – j'espère que cela ne vous inquiètera pas – d'avoir une conception de la justice assez proche de la vôtre. J'y retrouve la volonté de relancer l'ascenseur social. Mais quel est le sens de la vie au fond, si ce n'est de travailler toute sa vie pour que ses enfants puissent commencer d'un peu moins loin que vous ? Quel est le sens de la vie si ce n'est d'assurer la promotion sociale de sa famille ? Si ce n'est de vouloir progresser vers le haut ? Je le dis comme je le pense : je ne reconnais pas comme miennes les valeurs de l'assistanat, de l'égalitarisme et du nivellement. Je vais même prendre un exemple qui peut-être ne fera pas consensus ici, peu importe : je ne crois pas que la démocratisation de l'enseignement soit réussie si elle se paye du prix de la dévalorisation des diplômes. On ne démocratise pas l'enseignement en donnant un diplôme qui a de moins en moins de valeurs à un maximum de gens. L'enseignement républicain, c'est tout le monde qui a droit à l'excellence, et non pas tout le monde condamné au nivellement. Que veut dire la démocratisation du bac si, pour le donner à plus de monde, le jury reçoit la consigne d'être moins exigeant sur la qualité ? Quel diplôme donne-t-on à vos enfants ? La République, ce n'est pas le nivellement ; ce n'est pas la dévalorisation d'un certain nombre de diplômes.

### **Oser parler de l'immigration**

Je voudrais terminer par quelques mots sur l'immigration. D'abord, je me réjouis que vous en parliez. Parce qu'il a coûté cher à notre pays, Mesdames et Messieurs, le refus de parler de l'immigration, très cher. Parce que ce refus d'un certain nombre de nos élites d'en parler pendant que nos compatriotes vivaient les conséquences d'une immigration non maîtrisée, cela a fait de la France, patrie des Droits de l'Homme, le pays d'Europe où depuis très exactement 23 ans, nous avons une des extrêmes-droites les plus fortes d'Europe. C'est quand même un sujet sur lequel il convient de réfléchir ! Ce n'est pas le fruit du hasard. La France, qui a des valeurs universelles, depuis 23 ans, a un parti d'extrême droite très puissant et en 2002, a eu le candidat d'extrême droite au deuxième tour des présidentielles. Ne croyez-vous pas qu'il est temps de s'interroger sur les raisons de cette présence ? Un Français sur deux qui ne vote pas ; et dans ceux qui votent, un quart qui vote pour l'extrême droite ou l'extrême gauche. Ne serait-ce pas la conséquence de débats qui n'en sont pas ? D'une pensée unique qui veut tout rigidifier ? L'immigration est un grand sujet français, c'est un sujet capital. Car la politique d'immigration d'un pays, c'est l'évolution de ce pays à 30 ans ou à 50 ans. L'immigration, c'est un sujet d'identité. Que voulons-nous que devienne notre pays, notre Nation, notre société ? Pendant des années, nous n'avons pas pu en parler. Pourquoi ? Parce que prononcer le mot immigration, et déjà un certain nombre vous qualifiait de raciste, avant même d'avoir dit autre chose. Je n'accepte pas la chape de plomb de cette pensée unique. L'immigration

est une question trop sérieuse pour être réservée aux seuls extrêmes. Entre ceux qui ne veulent pas en entendre parler – ce qui n’a aucun sens – et ceux qui ne veulent même pas entendre parler de l’idée d’un contrôle – ce qui n’a aucun sens non plus. Si les Républicains de gauche comme de droite ne s’emparent pas de cette question, alors les Français se tournent vers les extrêmes.

Sur cette question de l’immigration, j’ai bien lu ce que disent les Semaines sociales. Je suis un homme politique de droite – je l’ai toujours été ; c’est préoccupant peut-être, mais même jeune, je n’ai jamais trouvé que Messieurs Mao Tse Toung ou Che Guevara étaient des gens tellement ouverts qu’il fallait se reconnaître en eux. Je le dis comme je le pense : la France ne peut pas se construire autour d’une immigration zéro. L’histoire de la France est l’histoire d’une immigration intégrée réussie. Dire immigration zéro, c’est renier l’histoire de notre pays. La France s’est faite parce qu’elle a su intégrer de nouveaux Français venus d’ailleurs. Mais en même temps, refuser la maîtrise de l’immigration, refuser le choix – je dis bien le choix – en concertation avec les pays d’émigration, de ce que doivent être les Français de demain, c’est provoquer l’inquiétude de nos compatriotes.

Vous le voyez, Mesdames et Messieurs, j’ai appelé le parti que je préside à une grande réflexion sur cette question de la justice. Ne laissons pas la justice aux seuls débats de la gauche. Réfléchissons : qu’est-ce que la justice ? Quels sont les objectifs que nous devons atteindre et comment devons-nous les atteindre ? Il n’est pas de question plus importante, et je suis très heureux que les Semaines sociales, une nouvelle fois, montrent l’exemple. Voilà un beau débat pour une élection présidentielle.

### Débat

– François Ernenwein : *Je voudrais revenir sur la question des aides sociales. Vous dites qu’il faut désormais concentrer le bénéfice de ces aides sur les plus défavorisés. C’est aussi la proposition 4 des Semaines sociales. Ma question est comment convaincre ? Avec une petite question subsidiaire sur la politique familiale – dont on a toujours considéré, jusqu’à très récemment, qu’elle n’était pas forcément liée au niveau des revenus.*

Sur la politique familiale pas nécessairement liée au revenu d’abord. C’est peut-être un point qui fera désaccord entre nous : je crois que la politique sociale ne peut pas être concentrée uniquement sur les défavorisés. Je m’en explique. La classe moyenne a besoin d’avoir des perspectives sociales. C’est une erreur de dire à la société « nous n’avons à donner qu’à ceux qui se sentent exclus ». Quel est alors le message social que nous avons à l’endroit de la classe moyenne ? Celle qui est suffisamment riche pour subir toutes les augmentations d’impôts, suffisamment riche pour ne bénéficier d’aucune allocation, et pas assez pour pouvoir être tranquille. On peut en effet avoir un emploi, une voiture, un logement, une famille et trouver que la vie est dure.

Je prends un exemple : le travail des femmes, qui est une réalité incontournable. Mais que veut dire le travail des femmes et l’égalité entre femmes et hommes si on ne leur donne pas les moyens de faire garder leurs enfants ? Je propose donc que la totalité des enfants de France au collège puissent y rester après 16 heures et bénéficier d’études dirigées encadrées. Je propose que cette mesure soit ouverte sans conditions de ressources, parce que j’affirme qu’il est des familles très modestes qui n’ont aucun problème avec leurs enfants et des familles très aisées qui ont de grands problèmes avec l’éducation de leurs enfants. Tout dans la politique familiale ne se réduit pas à l’analyse du montant des revenus. On peut avoir des problèmes avec ses enfants même si on n’a pas de problèmes avec son emploi ni avec son revenu. Il est temps de regarder la situation en face. Une politique familiale, ce n’est pas simplement une politique sociale pour les plus défavorisés.

Sur la question de la solidarité, j’estime que la société française doit davantage aider à se former et à trouver un nouvel emploi aux salariés d’une entreprise qui se délocalise. J’étais l’autre jour à 20 kilomètres de Limoges, dans la société Legrand. Les femmes qui y travaillent gagnent 950 euros par mois, travaillent 32 heures par semaine, embauchent à 4 heures et demi du matin, terminent avant l’heure du déjeuner. Si Legrand se délocalise, il n’y a rien d’autre à trouver. La solidarité, c’est d’apprendre un nouveau métier à ces femmes, de donner de l’argent pour ré-insuffler des entreprises dans le tissu économique, beaucoup plus que de discuter de l’évolution du pouvoir d’achat de 5 millions de fonctionnaires nationaux, territoriaux, ou hospitaliers – même s’il y a de trop petits salaires dans la fonction publique, je suis prêt à en parler. Mais il faut choisir. À choisir, je préfère que l’on « mette le paquet » sur la formation de ces salariées dont l’entreprise vient de se délocaliser, qui n’y peuvent rien et qui n’ont aucun autre choix.

– *Vous avez évoqué votre attachement à l’idée que les droits ne soient pas des droits théoriques mais des droits réels et appliqués. Une des revendications, que vous aviez reprise à votre compte à un moment, était un droit au logement opposable. Celui-ci est une des revendications d’associations qui luttent contre l’exclusion. Elles estiment que les choses sont plutôt bien faites en France pour ce qui est des situations d’urgence, mais qu’un retard a été pris dans le domaine du logement. Vous avez porté cette revendication lors de votre discours de Périgueux. Cette revendication – qui n’est pas reprise par les Semaines sociales – ne figure pas non plus dans le programme de l’UMP. Pourquoi cette absence ?*

Pour une raison simple : c’est que, sur le projet législatif de l’UMP, je dois faire des compromis. Sur le projet présidentiel, le candidat est plus libre... Je m’en explique : dans le projet UMP, nous avons inscrit un droit à l’hébergement opposable. Il n’est pas normal qu’en 2006, quelqu’un doive dormir dehors dans une société

comme la nôtre. Ce n'est pas acceptable. Ce n'est pas un problème économique ou politique ou social, c'est un problème moral. Et le mot moral n'est pas interdit dans le débat politique. Comprenez-moi bien : je ne réclame pas un ordre moral naturellement – l'ordre moral n'a aucun sens – mais le mot 'morale' doit pouvoir être employé en politique. C'est le cas devant quelqu'un qui dort dans la rue... Le projet de l'UMP a donc retenu le droit à l'hébergement.

Je souhaite pour ma part aller plus loin vers un droit au logement. Mais je veux préciser : je conteste l'idée que droit au logement égale droit à une HLM. Comme si le but de la vie était d'avoir un HLM ! Comme si une fois qu'on vous avait « collé » dans une HLM, il n'y avait plus rien à voir : fermez le banc, « soyez content mon vieux ». Ou, à l'inverse, on ne serait pas content tant que l'on aurait pas son HLM. Je me souviens quand j'étais jeune, je rêvais d'être propriétaire de la chambre dans laquelle j'habitais étudiant. Je me disais : si j'arrive un jour à être propriétaire de ce studio ou de cette chambre, rien ne pourra m'arriver. Je suis persuadé que l'aspiration à être propriétaire de son logement est une aspiration qui transcende tous les âges, toutes les catégories, toutes les régions. J'ai donc une ambition : permettre à chacun d'être propriétaire de son logement. Pourquoi y a-t-il près de 80% de propriétaires en Angleterre et à peine 50% en France ?

Le problème des HLM, c'est qu'il n'y a pas de places pour ceux qui en auraient besoin, et que d'autres habitent en HLM quand ils seraient bien mieux propriétaires de leur logement. Mais comme on ne peut pas l'être parce que cela coûte trop cher, chacun reste vissé dans son HLM, y compris lorsque ses revenus permettraient d'aller ailleurs. Voilà l'un des problèmes français. C'est pourquoi je réclame le crédit hypothécaire, qui est une façon en vérité de créer de la monnaie. Pourquoi ? Parce qu'en France, on vous prête de l'argent seulement lorsque vous n'en avez pas besoin. On vous demande si vous avez des relations. Mais, si j'emprunte pour acheter un appartement, je devrais pouvoir gager mon emprunt par la valeur de l'appartement, et non pas voir si mes parents ou des amis sont prêts à se porter garants.

J'ajoute un dernier élément qui me choque au plus haut point : quand vous empruntez, on vous demande une visite médicale. Là, il y a intérêt à être en bonne santé ! Si vous êtes malade, cela vous coûte plus cher, et encore, quand on accepte de vous prêter. Voilà l'exercice de la solidarité : je n'accepte pas la surprime pour les malades. Les malades aussi ont besoin de se loger et de loger leur famille. La solidarité, ce serait que l'État se porte garant, mais certainement pas une surprime qui vient, ajouter, à l'injustice de la maladie, l'injustice d'un emprunt plus cher.

– *Une dernière question sur l'accueil des immigrés. La proposition 10 des Semaines sociales parlent d'« accueillir dignement les immigrés ». Pensez-vous que la politique d'immigration choisie que vous défendez est de nature à éviter les flux migratoires qui conduisent à des situations beaucoup plus dramatiques ?*

Posons la question autrement : pensez-vous qu'on accueille dignement les immigrés aujourd'hui ? Pas une personne ne le pense. Donc pas une ne peut dire qu'il faut continuer comme cela. Je m'en excuse, je suis très simple, mais j'essaie d'être cohérent. On ne peut pas dresser aujourd'hui le constat que ça ne va pas et ensuite me montrer du doigt parce que je dis qu'il faut changer. Qu'est-ce que j'essaie de faire ? Deux, trois choses. D'abord, il y a un milliard d'habitants en Afrique ; la moitié a moins de 17 ans. La jeunesse du monde est africaine. Donc rien ne sera possible sans une aide massive pour le développement de l'Afrique. Et tous ceux, de gauche comme de droite, qui refuseront de voir cette réalité se tromperont totalement.

– *Si vous me permettez, cela a un effet retard par rapport à la question de l'immigration. Il faut un moment entre le versement de l'aide et ses effets bénéfiques sur les effets migratoires...*

Oui, mais on ne peut pas demander aux hommes politiques de ne porter de remèdes que sur ce qui est conjoncturel, sans réfléchir à ce qui est structurel. On ne peut pas continuer à aider l'Afrique comme on l'a aidée jusqu'à présent. Je ne l'accepte pas. On ne peut pas aider tous les régimes, qu'ils soient démocratiques ou pas. Il faut arrêter les grands projets pharaoniques : on sait que c'est le micro-développement sur les micro-projets qui est efficace. Et je fais une proposition : que l'épargne des migrants gagnée en France soit totalement défiscalisée si elle se réinvestit en micro-projet dans leurs pays d'origine. C'est une aide considérable. Comme nos budgets sont en déficit, ne croyez pas que l'on pourra donner beaucoup plus. Mais imaginez ce que cela représente : premier avantage, cela aide au développement des économies africaines ; deuxième avantage, cela maintient un lien entre le migrant en France et son pays d'origine.

Deuxième remarque : je suis très attaché au regroupement familial – qui est d'ailleurs inscrit dans les Conventions européennes. Tous ceux qui demandent qu'on le remette en cause sont en violation avec tous les traités internationaux signés par la France, cela n'a donc aucun sens. Mais, je veux préciser deux points : il est quand même extraordinaire que l'immigration économique en France ne représente que 5 % de l'immigration totale. Or, il vaut quand même mieux accueillir en France ceux pour qui l'on a un travail et un logement plutôt que ceux pour qui on n'a ni l'un ni l'autre. S'agissant du regroupement familial, j'ai précisé les règles : on ne doit pouvoir faire venir en France sa famille que dans la mesure où l'on a un métier, un emploi pour la faire vivre et un logement pour la recevoir. Sinon, nous allons nous retrouver encore avec des taudis, des squats, et moi, je devrais aller à 3 heures du matin constater que douze enfants sont morts asphyxiés parce qu'on les faisait vivre

dans des conditions innommables. Le regroupement familial est un principe absolu, mais nous devons vérifier que celui qui fait venir sa famille a les moyens de la faire vivre décemment, et non pas dans un squat insalubre, dans des conditions inacceptables.

Enfin, dernier point, parce qu'il me tient très à cœur, c'est le cas des femmes. Je souhaite qu'un étranger qui arrive en France s'engage à apprendre le français pour avoir droit à un visa de 10 ans. Mais cet engagement doit également concerner sa famille, et notamment sa femme. Il y a trop de communautés en France dans lesquelles un étranger vient, apprend le français, obtient son visa, au titre du regroupement familial, fait venir sa famille, puis tient sa femme cloîtrée dans l'appartement, sans qu'elle puisse apprendre la langue de notre pays. Je n'accepte pas de telles situations. Je souhaite que lorsqu'un homme empêche sa femme d'apprendre le français, il se voit retirer son visa de long séjour. De même, lorsque une femme veut divorcer ou se séparer, et ne le peut pas parce que son mari est le titulaire du visa au titre de chef de famille, je demande que la femme bénéficie d'un droit de visa.

Parce qu'il faut l'affirmer : en France, il y a des règles ! Pas de polygamie, la liberté des femmes d'aller et venir, l'interdiction de frapper sa femme ou ses enfants, l'interdiction d'imposer des pratiques sexuelles culturelles à sa femme ou sa fille. J'ai remis hier un décret de naturalisation à une jeune fille qui a été brûlée à 75 % parce qu'un jeune homme pakistanais n'acceptait pas qu'elle se refuse à lui. On me dit qu'il faut comprendre la culture de l'autre, qu'il faut s'ouvrir... Je comprends parfaitement la culture, mais cela n'est pas une valeur tolérable sur le territoire de la République française. Si on veut vivre autrement, on n'est pas obligé de vivre ici. En France, je n'accepterai pas que des femmes soient considérées comme des esclaves, parce que simplement, dans d'autres sociétés, à d'autres époques, c'était ainsi. Si la République n'impose pas cela, ce n'est pas la peine d'avoir la République.

**MICHEL SAPIN<sup>4</sup>** : Je vous prie tout d'abord de m'excuser : je ne suis pas Ségolène Royal<sup>5</sup> ! Elle aurait certainement aimé intervenir ici. Je l'ai informée de ma venue et elle m'a chargé de vous saluer. Pour ma part, je vois bien le piège qu'il y a pour un ancien ministre de la Justice à parler de société juste. Je voudrais surtout ne pas trop vous donner le sentiment que je suis d'accord avec vous ; ce ne serait pas intéressant : la critique ou la différenciation doivent aussi avoir leur place. Mais, la méthode qui est la vôtre, cher Michel Camdessus et aujourd'hui ici aux Semaines sociales – celle qui consiste à faire travailler ensemble des personnes qui réfléchissent à d'autres niveaux que le niveau national, à faire remonter ensuite des réflexions et propositions, puis à les confronter avec le devoir de l'action et de la responsabilité lorsqu'on a la charge de responsabilités nationales – cette méthode aurait parfaitement convenu à Ségolène Royal. C'est celle qu'elle a voulu appliquer au sein du parti socialiste et qu'elle souhaiterait pouvoir appliquer dans l'ensemble de notre société.

Sur cette notion d'une société juste ou plus juste, je vous livrerai quelques réflexions seulement. Au fond, on touche ici la question de la relation entre l'individu et le collectif, et la place de chacun d'entre-nous dans une société en mouvement. Chacun le sent bien : dans tous les domaines, médiatique, économique, culturel, la progression de l'individualisme est considérable. On consomme plus individuellement ; on regarde plus souvent la télévision seul ; on va moins au cinéma avec d'autres ; on apprend plus souvent ce qu'est le monde en solitaire devant son écran. Enfin, on a tendance à demander à la société qu'elle apporte plus à chacun, sans trop se poser la question de ce qu'elle est en droit de nous demander. Cette relation entre l'individuel et le collectif – depuis toujours le fondement de la réflexion à gauche, mais pas seulement – est aujourd'hui l'élément clé qui doit être rénové.

### **Justice et rénovation de la relation individuel/collectif**

Nous ne pouvons cependant pas penser cette relation comme on le faisait il y a 20, 50 ou 100 ans. Le chacun pour soi serait aujourd'hui plus qu'hier l'échec d'une société juste, même si nous devons avoir la conviction que l'objectif ultime de toute politique est le bonheur individuel, le mieux-être pour chacun. Mais le mieux-être passe-t-il par la concurrence exacerbée entre tous, ou par des projets et des systèmes de sécurité collectifs – que ce soit des systèmes de sécurité sociaux, financiers, ou, au sens strict du terme, policiers et militaires ? C'est à partir de cette question qu'il faut penser toute proposition d'action politique. De ce point de vue, ne caricaturons ni ne sous-estimons pas l'adversaire politique : chacun a sa part de solidarité et cette valeur n'appartient pas à un seul camp. Pour autant j'ai le sentiment qu'il existe bel et bien un clivage entre les propositions des uns et des autres. Car la part de solidarité nécessaire aujourd'hui n'est ni résiduelle, ni un simple correctif au système. Pour relever les défis du monde aujourd'hui, elle doit être une part considérable de l'action politique.

---

<sup>4</sup> Michel Sapin est président du Conseil régional de la région Centre, ancien Garde des Sceaux et Ministre des finances.

<sup>5</sup> NDLR : Cette session des Semaines sociales de France au moment de l'investiture par son parti de la candidate socialiste aux élections présidentielles, dans une atmosphère de pré-campagne présidentielle.

Parlons alors de rénovation, par exemple de l'école. Les Semaines sociales avancent des propositions à ce sujet. L'école est le début de tout, en termes de chances comme en termes d'inégalités. Il y a des situations inégales que l'on n'aura jamais la possibilité de surmonter si elles deviennent trop profondes. Les handicaps acquis aujourd'hui à l'école – terrible paradoxe, puisque l'école est justement faite pour permettre de surmonter les handicaps dont on peut être frappé – sont en ce sens les plus insupportables. Une rénovation profonde du système scolaire doit donc être engagée, sans perdre de vue qu'il demeure, en France surtout, fondé sur une vision collective.

Les Semaines sociales s'interrogent également sur le statut du travailleur. Il y a aujourd'hui dans l'ensemble du monde une montée de l'insécurité au travail, résultat de l'évolution de l'économie. Je suis convaincu qu'on ne peut pas penser la sécurité au travail comme au sortir de la deuxième guerre mondiale. Mais on ne peut pas non plus, au nom de ce monde qui bouge et a besoin d'entreprises réactives, poser comme principe le contrat à durée déterminée. Il faut certainement rénover le contrat à durée indéterminée, mais dans un monde économique moins sécurisé, on doit avoir pour perspective de donner plus de sécurité, plutôt que de considérer que l'insécurité économique et le 'chacun pour soi' seront sources d'efficacité accrue pour les entreprises – les meilleurs s'en tirant et les autres bénéficiant du résidu de la solidarité que la société aura pu mettre en place. Dans tous les domaines abordés par vos propositions, on retrouve cette question : quelle sécurité dans un monde qui bouge plus vite qu'hier et a besoin que chacun d'entre-nous – entreprises, associations, monde politique – puisse s'adapter ?

### **Sécurité, solidarité et rénovation de la dépense publique**

La rénovation de la place de l'individu dans une société qui a besoin de projet collectif suppose cependant des conditions préalables. La première va peut-être vous paraître terre à terre : tous ces systèmes collectifs de sécurité, même rénovés, font appel à du financement collectif, pour ne pas dire public. Or nous savons qu'égrener des promesses sans s'interroger sur leur compatibilité avec nos capacités budgétaires, financières – celles de la France, de l'Europe ou du monde – c'est se faire plaisir, avant de constater que ça aurait été bien de mettre en œuvre telle ou telle mesure, mais qu'on ne sait pas comment le faire. Il y a donc nécessité pour tout homme ou femme politique de confronter ses propositions et leurs coûts collectifs à un système financier et budgétaire actuellement dans de très grandes difficultés – en France mais aussi plus globalement. Concrètement, il nous faut donc rénover la dépense publique. Il s'agit chaque fois de se demander si telle dépense est utile et efficace, et s'il n'y en aurait pas une autre plus utile et éventuellement moins coûteuse à mettre en œuvre. Cela veut dire aussi – et de ce point de vue, je note une différence forte entre les candidats – que la contribution publique, c'est-à-dire l'impôt, ne doit pas être considérée comme un poids pour la société et le devenir de chacun, mais comme un élément fondamental de la construction d'une société juste. Baisser les impôts pour quelques-uns, alors que les besoins collectifs et les déficits sont considérables, qui plus est en faisant payer cette baisse aux générations qui viennent, cela n'est une manière ni moderne ni efficace ni juste surtout de faire de la politique.

### **Pour des réformes durables**

Je me répète : on ne peut pas aujourd'hui faire de la politique comme on le faisait hier. Pour que l'action politique rénovée donne à l'individu une place renforcée dans une société organisée et solidaire, il nous faut des réformes profondes et surtout durables. Les effets de la rénovation de l'école, du statut du travailleur, de la solidarité internationale ne feront pas sentir aussitôt les décisions prises, mais cinq, dix ou vingt ans après. Les réformes doivent être mûries et prises par la société elle-même, comme un élément de sa survie, de telle sorte qu'elles échappent aux aléas des alternances et, d'une certaine manière, aux politiques. Non pas que les politiques s'en abstraient ou ne soient pas nécessaires : la démocratie, ce sont bien des décisions, des votes, des applications, des parlements, des ministres, une administration. Mais on sait que les politiques simplement voulues d'en haut et qui ne sont pas prises à bras le corps par la société, resteront au bout du compte inefficaces.

Concrètement, cela veut dire que nous avons besoin en France d'une rénovation profonde du dialogue social. On ne peut pas continuer à mettre en œuvre des réformes que les acteurs sociaux – entreprises et organisations syndicales – ne se sont pas appropriées. Or notre pays est affaibli par la faiblesse et les divisions de son syndicalisme et par certaines règles. Cette remarque n'est une excuse pour personne mais le produit d'une histoire. Ainsi, je me souviens lorsque j'étais ministre de la fonction publique, c'est-à-dire le DRH de l'État – certainement de toutes les entreprises françaises, celle où on est le plus syndicalisé ! Lors des négociations, j'avais en face de moi l'ensemble des organisations syndicales : aucune n'avait intérêt à signer le moindre accord. Chacune savait en effet qu'en refusant de signer, elle bénéficierait de l'amélioration apportée, tout en conservant sa capacité à critiquer une avancée insuffisante. Je ne critique d'ailleurs pas les syndicats mais le système lui-même qui ne favorise pas une éthique de la responsabilité – un système au fond très avantageux pour le ministre, libre d'avancer les décisions qu'il juge efficaces et ne recherchant un accord que pour des raisons de façade. Ce qu'il faut désormais, c'est à l'inverse multiplier les occasions de dialogues qui ne se concluraient de

façon positive que lorsque des organisations syndicales représentant la majorité des salariés se seraient mises d'accord. Alors seulement la société prendrait véritablement en main l'application des réformes.

Vous l'aurez compris, je pense que notre pays a besoin d'une profonde réforme tant du dialogue social que de la façon de faire de la politique. Vous êtes réunis à la veille d'une élection présidentielle, vous avancez des propositions dans le débat, et nous, les politiques, venons dialoguer avec vous à cette occasion. Un tel rendez-vous ne doit pas avoir lieu tous les cinq ans seulement, ou tous les six ans pour les élections locales. Le monde bouge trop vite et les urgences sont trop grandes pour que, entre les grands rendez-vous démocratiques, les citoyens s'abstraient de tout dialogue, et de tout contrôle peut-être, sur la vie et les décisions politiques. Cette culture de l'évaluation – on prend une décision après dialogue et concertation ; on la prend vraiment, car c'est là une responsabilité du politique que nul ne peut remplir à sa place ; puis on évalue et on corrige au fur et à mesure, de façon à adapter le dispositif – une telle culture n'est pas du populisme ni de la démagogie : c'est même l'inverse. Pour moi, le populisme, c'est plaire au peuple une fois, être élu, puis agir à sa guise. La responsabilité, c'est justement lorsqu'on est capable de parler de ce que l'on fait et de se placer sous le jugement – au bon sens du terme – de ceux pour lesquels on agit et qui nous regardent. Disons-le : vous êtes ici une sorte de « jury populaire »<sup>6</sup>. Vous l'êtes au bon sens du terme : vous portez un jugement. Vous n'êtes certes pas tirés au sort puisque vous êtes aussi l'émanation d'un certain nombre de valeurs et d'organisations sur l'ensemble du territoire, mais vous manifestez cette volonté de dialoguer collectivement. Au-delà de ce terme de « jury populaire », reprenez la méthode et l'objectif : que la politique ne soit pas un rendez-vous avec les citoyens tous les cinq ans seulement, mais tous les jours. Voilà, me semble-t-il, la manière de relever les défis d'une société juste qui permette à l'individu d'être bien dans une société solidaire.

### Débat

– *François Ernenwein* : Vous avez évoqué la demande sociale de sécurité et de solidarité. Parmi les 12 propositions des Semaines sociales, la proposition 2 autour du statut du travailleur est une façon d'y répondre. Il y a cependant une tension – bien présente dans vos propos – entre la dynamique économique qui impose des adaptations permanentes, et un statut qui par définition doit être organisé, un peu figé. Ma question ne porte pas sur le contenu exact de ce statut mais sur la méthode. Comment, en tant que responsable politique, conduirez-vous ce dossier si votre famille politique se retrouve aux commandes de la France ? Pensez-vous qu'il devra être mis en place par la loi, avec une « administration du statut du travailleur », ou qu'il faudra convaincre les partenaires sociaux d'avancer sur ce terrain ?

Une réforme de cette nature et de cette profondeur est typiquement de celles qui doivent commencer par le dialogue social. Entreprises et salariés doivent dialoguer sur les moyens de mettre en œuvre un tel dispositif de sécurité professionnelle. Il s'agit de sortir du système qui fait de la vie d'un travailleur une succession de ruptures et de hauts et de bas en saccades, pour un statut qui unifierait ces différents moments. On serait alors considéré comme travailleur au travail, travailleur en formation, travailleur en mobilité, travailleur à la retraite, le tout avec des droits mais aussi des devoirs. Bien entendu la loi devra intervenir, bien entendu il faudra envisager des prélèvements obligatoires, ou des ré-affectations de prélèvements obligatoires, car un système de sécurité professionnelle appelle nécessairement un financement. La décision politique et parlementaire interviendra là, mais en deuxième plan. Cela n'a pas toujours été le cas hier, mais aujourd'hui toute grande réforme doit commencer par le dialogue social, avant d'être décidée et mise en œuvre par la loi.

– *Toujours sur cette tension entre le monde tel qu'il va et le rôle de l'État* : la proposition 3 des Semaines sociales souligne le rééquilibrage nécessaire entre la place donnée au travail et celle donnée au capital. Le déséquilibre est manifeste, mais cette financiarisation de l'économie marque le monde. Elle n'est pas une péripétie française. Dans un marché ouvert, est-il réaliste de prétendre encadrer la rémunération des chefs d'entreprise ou d'empêcher les stock-options, dont je crois me souvenir qu'elles ont été mises en place sous un gouvernement de gauche ?

La question du rapport entre travail et capital n'est pas nouvelle. C'est un sujet qui a animé bien des débats au cours du XIXe et XXe siècle. Mais c'est une question renouvelée, car le capital est aujourd'hui un capital financier, volatil, et là-aussi des insécurités y compris capitalistiques, au sein d'entreprises beaucoup plus grandes qu'il y a quelques années.

Sur la rémunération des chefs d'entreprise, je ne veux pas faire de démagogie : un chef d'entreprise de qualité mérite d'être rémunéré à de hauts niveaux, à la mesure des risques qu'il prend. Nous sommes dans un monde ouvert, en concurrence : si une autre entreprise le trouve talentueux et capable d'accompagner son développement, il peut changer et la rejoindre. Il ne faut donc pas imaginer un système où l'on fixerait des rapports entre le plus bas et le plus haut. Ce qui me choque, ce sont les rémunérations élevées sans risque élevé ;

---

<sup>6</sup> Cette expression et ce thème dans les propos de la future candidate socialiste aux élections présidentielles ont provoqué la polémique au début de l'automne 2006.

pire, les rémunérations élevées associées à des « parachutes dorés », mécanismes d'assurance tout-risque aux sommes astronomiques au cas où on aurait mal fait son travail.

Pour les stock-options, ce qui me gêne, c'est surtout que pour privilégier son revenu personnel, le chef d'entreprise risque de donner la faveur au très court terme – qui est souvent l'horizon de l'actionnaire – au détriment du moyen et du long terme qu'il doit viser aussi ; il est là pour ça. Je refuse donc une vision qui voudrait que tout le monde soit payé pareil, mais je refuse aussi des inégalités de rémunération qui ne sont pas légitimées par des prises de risque.

*– À propos de la dépense publique, une question fait mouche dans l'opinion publique : c'est le train de vie de l'État. Ce thème fleure peut-être bon sa démagogie ou son populisme, mais n'y a-t-il pas des leçons à prendre auprès d'autres états voisins européens – je pense bien sûr à certains pays du Nord de l'Europe ? Je sais que pour un ministre de l'économie, c'est dérisoire dans le budget de l'État, mais comme principe et en termes d'image, n'y a-t-il pas un enjeu ?*

Effectivement, nous ne sommes pas là dans les faits économiques et financiers, mais dans la valeur de l'exemplarité. J'ai parlé de l'exemplarité pour les chefs d'entreprise : elle vaut aussi pour tout autre. Je pense que la France reste encore très « royale » dans la manière dont la République s'incarne. Il y a bien des « palais » de la République. Beaucoup de faste ou de grandiloquence parfois viennent de cette vision monarchique. Ce n'est pas un hasard si – héritage de la loi salique – nous avons toujours eu des présidents jusqu'à présent ; nous verrons ce qu'il en sera lors de la prochaine élection. Le président de la République d'aujourd'hui est encore perçu comme le fils des rois d'hier, omnipotent et omniscient, qui doit pouvoir décider de tout et répondre à toutes les questions. Je crois que ce temps est terminé, et c'est justement par un partage des pouvoirs et par des responsabilités assumées de manière plus collective que l'on pourra s'en sortir, mais aussi répondre en partie à votre question. Pour ma part, j'ai toujours essayé d'assumer mes responsabilités républicaines, lorsqu'il m'en a été confié, avec le plus de dignité possible. Il y a aussi une part de chacun.

*– Je termine avec la proposition 6 des Semaines sociales sur le respect dû aux personnes en détention. Vous avez été ministre de la Justice, vous connaissez bien ces questions. Pensez-vous que votre candidate aura le courage d'avancer sur ce terrain-là pendant cette campagne, bien que l'espoir de gains politiques soit proche de zéro, voire négatif, comme le soulignait Guy Aurenche, dans la synthèse de l'atelier sur la Justice ?*

Je ne suis pas sûr que l'espoir politique soit proche de zéro dans ce domaine. Je pense qu'il est des sujets sur lesquels le courage politique peut s'avérer finalement politiquement payant. Et c'est un des domaines où il en faut, comme d'autres en ont fait preuve à d'autres moments, par exemple sur la peine de mort. On peut traiter un sujet difficile en le faisant clairement, directement, en montrant quels en sont les enjeux rationnels et pas simplement les enjeux émotionnels. La question de la détention est justement de ceux-là.

Pour ma part, je ne pense pas que ce soit en abaissant à 14 ou 16 ans l'âge à partir duquel un jeune peut être mis en prison, que l'on va résoudre le problème de la sécurité dans les banlieues. Ce n'est pas en plaçant un jeune en prison avec des personnes plus âgées auprès de qui il va vraiment apprendre comment faire du mal à la société. Mais ce n'est pas non plus, bien sûr, en le laissant impuni, pour que le soir même où il a été arrêté, on le retrouve au milieu de ceux auxquels il a occasionné des difficultés, voire qu'il a agressés. Dans beaucoup de cas, la prison est une réponse facile mais inadaptée à la question posée. Deuxième point : il faut toujours avoir en tête – c'était l'esprit de 1945 – que la détention n'est pas seulement une manière de protéger la société contre quelqu'un de dangereux, elle doit toujours offrir un espoir de réinsertion. On espère des hommes et des femmes emprisonnés la possibilité de se réinsérer, avec un itinéraire qui leur permette de retrouver une place dans la société quand ils sortiront. Cela demande de les traiter dignement. Les prisonniers même les plus durablement dangereux sont des hommes et des femmes comme vous et moi. Sans leur d'espoir, la prison transforme ceux qui y sont enfermés en bêtes forcées, bien plus dangereuses encore pour la société.

*– D'accord pour le courage politique, mais avez-vous la certitude que votre candidate fera campagne sur ce thème ?*

Je ne peux pas vous dire que ce sera le seul sujet de la campagne présidentielle, mais je peux vous garantir que si ce sujet est abordé – il l'est déjà avec la question des mineurs – il le sera avec courage politique et avec la volonté de réparer ce que, malheureusement, beaucoup dans le monde considère comme une indignité française. En Europe, nous sommes un cas particulier dans la manière de traiter nos prisonniers, et plusieurs organismes internationaux nous font de ce point de vue des remarques fort peu aimables.

**DOMINIQUE VOYNET<sup>7</sup>** : Vous avez débuté vos échanges vendredi par une réflexion sur le désenchantement et la crise qui frappe notre modèle européen de société, vous avez examiné ensuite hier comment ré-instiller de la justice dans quelques-unes des grandes institutions de notre société, et vous concluez cet après-midi par une réflexion sur l'espérance – ce qui est normal dans cette enceinte. Je partage moi aussi votre idée qu'il faut passer d'un constat de désarroi à une promesse de l'engagement. Pendant 25 ans les écologistes – même s'ils n'étaient pas seuls – ont pointé la menace climatique, la perte de la biodiversité, les risques sanitaires, la fracture nord-sud, la montée chez nous des inégalités, les risques de la croissance pour la croissance, de la consommation d'objets éphémères, les impasses du toujours plus. Aujourd'hui, nous y sommes. Du coup, notre responsabilité d'écologistes change. Elle n'est plus de dire ce qui pourrait aller encore plus mal. Elle n'est pas d'ajouter de la peur à la peur, des angoisses à des angoisses. Elle est de transformer la donne nouvelle en opportunité pour que la jeunesse relève les défis et retrouve le sens que nous avons brouillé.

### **Pour construire la société juste**

La société juste ne sera fournie clé en mains ni par l'utopie, ni par le déni et la fuite en avant, ni par la nostalgie. Elle est l'objet de notre propre travail de construction. La société juste est en chantier ici et maintenant, dans les mille et une formes de résistance, de contournement, d'inventions, d'initiatives, de réalisations nées de la nécessité, de la solidarité, de la vie tout simplement. Les ingrédients, les matériaux pour fabriquer une telle société sont là à portée de mains. Mais on refuse de les voir car ils dérangent les hiérarchies, les autorités académiques, la compétence installée des technocraties du savoir. La dignité de la politique, ce qui lui redonnera de la crédibilité, ne consiste pas à rechercher au café du commerce ou dans les études d'opinion ce qui plaît au peuple pour aller dans le sens du vent. Il lui faut inventorier puis donner du crédit aux solutions qui existent déjà, donner de la force à ce qui est en mouvement, aérer notre société, renouveler profondément les générations de décideurs et les modes de décision.

Ce n'est pas vrai que nous sommes impuissants face aux effets du changement climatique. Nous savons comment diviser les émissions de carbone par quatre dans le demi-siècle qui vient, pas à pouvoir d'achat égal, mais à qualité de vie égale. Nous avons des ouvriers, des artisans, des techniciens, des ingénieurs, des entrepreneurs qui ont cette compétence, et des citoyens qui aspirent à ce changement.

Ce n'est pas vrai que nous ne pouvons rien faire face à la grande pauvreté. Il y a dans les associations de solidarité qui s'en occupent concrètement des hypothèses applicables, chiffrées, précises : par exemple, à travers l'idée de 'revenu de solidarité active'. De même, tout le monde sait qu'il faut arrêter de « saucissonner » les publics en sous-catégories traitées les uns à côté des autres. Seule une approche globale en termes de santé, de logement, de formation, de revenu, est efficace.

Ce n'est pas vrai que nous ne savons rien faire contre l'échec scolaire ou contre l'absurdité de nos politiques de santé. Encore faut-il changer de regard sur les choses, arrêter de dire que ce n'est pas qu'une question de moyens ou de budget. Il faut aller à la racine d'une logique qui produit à gros bouillon dans un cas de l'exclusion scolaire, dans l'autre des épidémies. 60 % de nos dépenses concernent 20 % de pathologies dont nous connaissons les causes environnementales et les causes sociales. Bien sûr, il se trouve des gens pour laisser croire qu'un coûteux vaccin contre l'obésité mis sur le marché à grand renfort de campagne marketing va permettre de faire reculer cette épidémie. Or nous connaissons bien les deux solutions à combiner : l'exercice physique et une bonne hygiène alimentaire. Alors pourquoi ne le disons-nous pas ? Pourquoi laissons-nous faire ?

Ce n'est pas vrai enfin que nous sommes dans l'ignorance de ce qui marche et de ce qui ne marche pas pour le développement durable des pays du sud. Encore faudrait-il avoir le courage politique de ne pas sacrifier nos principes démocratiques et humanistes les plus élémentaires à des intérêts de court terme, pour sauvegarder l'accès à des ressources énergétiques fournies par de puissants voisins, ou pour continuer à vendre des armes dans des pays où l'accès à l'éducation ou à la santé reste un rêve pour des dizaines de millions de personnes.

### **Pour une refonte de la démocratie**

Nous avons raison de nous interroger sur nos valeurs ; nous avons raison surtout de chercher à leur donner du sens. Les discours en sont 'truffés' – liberté, égalité, fraternité, laïcité, et j'ajoute non-violence pour ce qui me concerne – mais la réalité est qu'on leur donne rarement un contenu. Car ce sont moins nos valeurs qui sont caduques que les politiques et les institutions dans lesquelles elles s'incarnent, qui n'ont pas été renouvelées et adaptées à temps. La rupture en général, et en particulier la rupture avec les idées fondamentales de solidarité et de mise en sécurité collective de toute la société, forment une théorie aussi dangereuse que la conservation des formes dépassées par le temps et par la marche du monde.

Puisque nous voulons éviter la souffrance stérile qui naîtrait d'affrontements entre la démagogie et l'immobilisme, alors il nous faut décrire le chemin, sans doute étroit, de la réforme qui passe par une refonte radicale de notre démocratie. Aujourd'hui, l'État est mal gouverné, les politiques publiques s'empilent les unes

---

<sup>7</sup> Dominique Voynet est sénatrice de Seine-Saint-Denis.

sur les autres et se contredisent, les lobbies s'activent. On légifère en fonction de l'actualité du jour et parfois, on se garde bien de mettre en œuvre les lois qui ont été votées sous la pression de l'émotion. Le Parlement est saisi au fil de l'eau, parfois sur des sujets mineurs. Nos institutions sont à bout de souffle.

Alors commençons par le début, c'est-à-dire par le fonctionnement de notre République, et poursuivons en libérant le débat public. Le problème n'est pas de contrôler les élus ; il est de ne pas les acculer à choisir en permanence la voie de la facilité, en les laissant décider tout seul de tout pour tous, sous la pression des lobbies, des clientèles, confrontés en permanence aux injonctions paradoxales : « plus de services et moins d'impôts », « plus de liberté et plus de protection ». Démocratie scolaire, démocratie sanitaire, démocratie de l'eau, des déchets, de l'énergie, démocratie des quartiers, démocratie de la culture, de l'accès au logement, à la connaissance : c'est dans ces espaces nouveaux que nous ferons reconnaître les compétences, les talents, les ressources qui existent face aux problèmes inédits.

### Cohérence et responsabilité

L'originalité de l'écologie politique porte à la fois sur le fond et sur la méthode. Sur le fond, elle nous dit qu'il faut, en matière d'inégalités comme en matière de pollution, aller aux causes ; qu'il vaut mieux prévenir que guérir ; qu'il faut anticiper, calculer l'impact de nos actes et de pas injurier l'avenir par une irresponsabilité du présent. Sur la méthode, l'écologie nous dit que l'on peut et que l'on doit refonder la politique, mais qu'il n'y aura pas de société juste sans que nous ayons l'audace de nous remettre en question. Nous ne pouvons plus demander à l'État de faire tout et son contraire... ni lui demander de faire une chose et faire nous-mêmes chaque jour le contraire ! Nous ne pouvons plus continuer à faire comme consommateurs ce que nous récusons comme salariés ; à déplorer la perte de mixité sociale et la contourner à chaque instant ; à nous indigner qu'on ne puisse pas loger les pauvres et spéculer sur le prix de nos maisons ; à rouler avec des voitures conçues par construction pour rouler à 200 km et geindre sur le péril écologique.

La société juste de demain, c'est d'abord une société de la cohérence et de la responsabilité. Nous pouvons et nous devons demander à la politique d'en réunir les conditions. Mais elle sera juste d'abord et avant tout parce que nous en serons nous-mêmes les artisans.

### Débat

– François Ernenwein : *Une question revient souvent : c'est celle de l'intervention de l'État, des aides sociales et de la façon dont elles sont réparties. Faut-il aider tout le monde un peu ou concentrer l'effort de l'État et des organismes sociaux sur les plus défavorisés ? Quel est votre sentiment sur ce point ?*

Je dois vous le dire : s'agissant de certaines des 12 propositions des Semaines sociales, j'ai vraiment quelques difficultés. Sur cette question de la pauvreté, on le sait depuis longtemps, il est difficile de dire qui est pauvre. Selon la façon dont on utilise un certain nombre de facteurs statistiques, on n'obtient pas les mêmes résultats. Quand on prend les critères français qui permettent de mesurer la pauvreté des enfants, on dénombre un million d'enfants pauvres ; avec les critères européens, on arrive à deux millions. Ce débat statistique a-t-il toujours un sens ? Pas forcément. Ce qui importe en revanche, c'est de prendre en compte le fait qu'au-delà de la très grande pauvreté et de la misère, des millions de personnes ont dans notre pays le sentiment de n'avoir strictement aucune marge de manœuvre, de ne pas arriver à joindre les deux bouts, de devoir toujours arbitrer non pas entre le nécessaire et le superflu, mais entre des choses également nécessaires.

Je suis donc favorable aux propositions des associations de lutte contre la grande pauvreté qui avancent des idées nouvelles en la matière, mais qui nous disent surtout une chose : dans un pays aussi riche que le nôtre, il est possible de faire reculer la pauvreté, non pas par des affirmations électorales, mais par un plan pluriannuel, conçu dans la durée, avec des rendez-vous intermédiaires pour vérifier que l'on va bien dans la bonne direction.

Je ne suis pas à l'aise en revanche avec la façon dont vos propositions sont rédigées – concentrer le bénéfice des aides sur les plus défavorisés – parce qu'il n'est pas dit de façon explicite qu'il ne s'agit pas de déshabiller les modestes pour habiller les pauvres et très pauvres. Je souhaite que de telles propositions s'inscrivent dans le cadre d'une réforme fiscale de grande ampleur, qui permette d'exiger de chacun qu'il contribue à hauteur de ses ressources, par exemple avec une forte progressivité de l'impôt. Je crois indispensable de donner plus à ceux qui ont moins.

Pour ma part, outre un 'revenu de solidarité active', je suis favorable également à une augmentation forte des minima sociaux sur la durée de la prochaine législature. Je ne crois pas qu'en rapprochant les revenus du travail des revenus de la solidarité, on dissuade la reprise de l'emploi. Je crois en revanche indispensable de mettre en place des méthodes qui, concrètement, font qu'on n'est pas « puni » parce qu'on reprend un emploi, en voyant aussitôt supprimées d'un coup toute une série d'aides, des plus essentielles à la vie aux moins indispensables.

Le logement est évidemment une question clé si on veut s'attaquer à la grande pauvreté. On est alors amené à faire des propositions très concrètes. Je suis par exemple favorable à ce que le calcul de l'A.P.L. intègre les charges. Aujourd'hui les charges constituent une très grosse partie de ce qui pèse sur les familles et ne sont pas pris en compte pour l'A.P.L.

Pour lutter contre la très grande pauvreté, les Semaines sociales proposent par ailleurs d'assouplir la législation sur la durée du travail. Je pense pour ma part qu'il faut faire très attention dans ce domaine. On ne doit pas encourager les temps partiels subis, les emplois de service de gré à gré, avec des personnes extrêmement précaires, qui ont plusieurs employeurs et dont les temps de déplacement ne sont jamais pris en compte. Dans un souci d'équité et de partage, je voudrais même aller au-delà – même si c'est à contre-courant des idées dominantes aujourd'hui : que l'on continue le mouvement historique de réduction du temps de travail en étendant les 35 heures à toutes les PME. Ce qui suppose que l'on soit inventif pour mettre en place les conditions qui vont le rendre possible. Lorsque le comptable d'une PME doit passer aux 35 heures, cela commence par poser des soucis : va-t-il faire en 35 heures ce qu'il faisait en 39 ? Mais beaucoup d'initiatives ont été conduites sur le terrain qui montrent qu'on peut rendre les choses moins difficiles pour les employeurs et plus efficaces pour les salariés : par exemple, des coopératives d'employeurs avec la participation des chambres des métiers et des réseaux d'économie sociale et solidaire.

*– Je voudrais revenir sur la question du logement. La France s'est donnée à la fin des années 90 une grande loi contre les exclusions. Elle avait été qualifiée de progrès remarquable, y compris par nos partenaires européens. Et pourtant la lutte contre l'exclusion butte maintenant sur la question du logement. Tout le monde n'est pas d'accord sur les solutions. Les Semaines sociales par exemple n'ont pas retenu le droit au logement opposable dans leur proposition 5. Êtes-vous pour votre part favorable à ce droit opposable ?*

Il me semble que cette revendication ne peut être conçue que dans le cadre d'une politique cohérente, tenue dans la durée. On ne peut pas, sur des dossiers aussi lourds et aussi essentiels pour la qualité de vie et la dignité de nos concitoyens, remettre en cause les politiques menées à chaque alternance politique. On sait depuis 50 ans que le logement est un besoin crucial, sans lequel on ne peut pas prétendre respecter les gens, et qui demande de la continuité. Je remarque que le slogan « zéro S.D.F. », qui avait été lancé en 2002 et qui me paraissait déjà maladroit, va revenir au cours de cette campagne présidentielle. Or on dénombre environ 130 000 S.D.F., qui ont non seulement des problèmes de logement, mais aussi d'alcool, de santé mentale, de grande souffrance sociale. Les mettre en avant masque le fait qu'il y a plusieurs millions de mal-logés : deux millions et demi, trois millions, sans doute aujourd'hui.

Nous devons donc afficher comme une priorité une grande politique du logement, et tout d'abord dans le cadre de la politique de la ville. Pour préparer cette intervention, Michel Camdessus m'a demandé aussi ce que je pensais de la stratégie choisie, via notamment l'Agence Nationale de Reconstruction Urbaine (ANRU), de détruire certaines barres ou tours. Il se trouve que j'ai été membre de la commission d'enquête sénatoriale sur la politique de la ville et les quartiers en difficultés. Les conclusions de cette mission, votées par les parlementaires de tous les groupes, ont insisté sur plusieurs points : en premier lieu, qu'il devrait être hors de question de détruire sans reconstruire un nombre au moins équivalent de logements – ce qui n'est pas le cas aujourd'hui ; qu'il est ensuite hors de question de détruire sans accompagner les personnes et les familles. Reconstruire des logements sans accompagnement social, sans remettre en place des services publics là où ils ont disparu, sans desservir ces quartiers de relégation et d'isolement, n'a pas de sens. En tant que sénatrice de Seine-Saint-Denis, des gens viennent à ma permanence me dire qu'après des mois de chômage, on leur a enfin proposé un emploi, mais qu'ils ne peuvent pas l'accepter parce qu'il n'y a pas de bus ou de métro si tôt le matin, si tard le soir. C'est un des points centraux qui explique ce qui s'est passé à Clichy-sous-bois l'an passé : l'arrivée du tramway y est promise depuis des années et n'y a toujours pas lieu.

Dans le débat en cours sur la façon de reconstruire nos villes, il y a donc deux façons de voir : faire table rase du passé – je n'y crois pas ; cela coûte extrêmement cher, et cela ne concerne qu'une partie marginale des problèmes – ou reconstruire de la ville sur la ville, avec ses habitants, en construisant aussi dans les zones creuses. Je ne crois pas que la solution soit d'étendre encore l'urbanisation et de reléguer dans des périphéries plus éloignées encore les personnes en difficultés. Je partage l'idée d'une densification effective des grandes métropoles. C'est la seule façon de ne pas générer des coûts extravagants pour les finances publiques, et la seule façon de permettre aux personnes de ne pas passer des heures et des heures dans les déplacements.

Concernant les plus défavorisés en matière de logement, je pense que la politique à conduire est connue : qu'il s'agisse de rassembler l'ensemble des acteurs du logement des personnes défavorisées dans un groupement d'intérêt public départemental, de conditionner la réalisation de logements PLS à la réalisation de logements PLAI, de faire respecter de façon effective le seuil des 20% de logements sociaux en rendant les prélèvements proportionnel au potentiel fiscal de la commune, en transférant temporairement aux préfets la compétence de délivrance des permis de construire des communes qui ne font pas d'efforts pour respecter leurs obligations.

Mais il y a un autre point sur lequel il nous faut être très présent : on doit redonner aux aides au logement leur vocation première qui était de solvabiliser les ménages modestes. On doit donc les indexer sur le nouvel indice de référence des loyers et – osons le dire – encadrer les loyers. Actuellement, il serait fou en effet de laisser les APL suivre le montant des loyers sans les encadrer. Il s'agit de mettre en place avec les propriétaires un mécanisme de donnant/donnant. « On encadre les loyers contre votre volonté, mais en échange, on met en place

un mécanisme de solvabilisation et de garantie à destination des familles modestes pour vous aider à ne pas prendre de risques exagérés.

– *Sur la question du lien social, qui parcourait vos propos en évoquant la Seine-Saint-Denis, un certain nombre de formations politiques ou de candidats évoquent un service civique obligatoire. Etes-vous à l'aise avec cette idée, portée aussi par la proposition 5 des Semaines sociales, du rétablissement d'un service obligatoire non plus militaire mais civique ?*

Tout d'abord, je suis en assez profond désaccord avec l'idée que l'éducation au civisme devrait être réservée aux jeunes. Je constate tous les jours dans ma vie de militante que la fraude fiscale, l'embauche de stagiaires non-rémunérés, exploités et remerciés du jour au lendemain, les violences familiales ou le harcèlement au travail, ce ne sont pas les jeunes. Si on doit redonner du sens civique, c'est à tout le monde. Je ne serais par exemple pas hostile à l'idée que tous, de Michel Camdessus au travailleur immigré qui balaye nos bureaux quand nous dormons encore, fassent une semaine tous les ans, ou un mois tous les dix ans, je ne sais, de service au contact des plus défavorisés. Il faudrait que personne ne puisse y échapper pour que chacun se rende compte de la réalité du monde et de la complexité des solutions à inventer.

A vrai dire, je ne suis pas favorable, contrairement à la plupart des Verts – Yves Cochet, Noël Mamère et beaucoup d'autres – à un service civique obligatoire. Je n'ai pas de nostalgie du service des armes tel qu'il existait. Je pense qu'il a été, dans ses dernières années du moins, une école de certaines des maladies de notre civilisation : l'oisiveté organisée, le racisme, le machisme, etc. J'ai une grande nostalgie en revanche du statut d'objecteur de conscience qui a permis de former des dizaines de milliers de cadres associatifs, de responsables politiques et de citoyens vigilants et exigeants. Je reste favorable donc à l'appel au volontariat civil. À côté du domaine social, il y a d'énormes gisements dans le domaine écologique. Mais si on considère qu'un service civil obligatoire permettrait le brassage social opéré par l'école, l'Education Populaire, le logement, le tourisme social, le renforcement des ONG, l'économie sociale et solidaire, je crois qu'on se trompe. Je souhaite donc que l'on renforce l'envie de s'engager mais qu'on ne la rende pas obligatoire.

– *On ne pouvait pas éviter cette question au cœur du discours et de la revendication écologique : c'est celle du co-développement, souvent présentée comme la panacée contre les pressions migratoires et la garantie d'un développement harmonieux. Or il y a une tension entre l'urgence économique des pays concernés et la pression occidentale, des écologistes en particulier, sur l'attention à l'environnement. Comment naviguer dans cette contradiction entre l'urgence du développement économique de la planète et l'exigence écologique légitime ?*

Je ne vais pas détailler mais je suis en accord avec la quasi-totalité des Propositions des Semaines sociales à la fois pour ce qui concerne les modalités d'une coopération plus juste entre le Nord et le Sud, et pour le co-développement. Je me contenterai donc d'ajouter quelques petites touches seulement. D'une part pour dire que nous comptabilisons actuellement dans l'aide publique au développement des politiques qui n'ont absolument rien à y faire – même si elles sont importantes et utiles. Je pense par exemple au « capacity building », comme on dit dans le jargon international, c'est-à-dire la construction des « capacités » des États émergents qu'il s'agit de former : forces de police, de justice, agents publics, etc. Je pense encore au soutien à certaines politiques conduites dans des zones où la France est présente territorialement, où l'on mélange tranquillement ce qui relève des départements et territoires d'Outre-Mer et l'aide au développement.

Je souhaite donc que l'on puisse redéfinir nos priorités. Ce qui suppose que l'on soit cohérent et capable de rompre avec les vieilles lunes de la position française en matière par exemple de politique agricole. Si on veut faciliter un développement équitable, efficace, de certains pays du Sud qui peinent à nourrir leur population, alors qu'ils subissent les cours mondiaux des céréales ou d'autres produits de ce type, on doit absolument changer de position sur ces questions. La position française en matière de politique agricole au niveau européen ou de l'OMC est intenable si on veut être cohérent.

Par ailleurs, il me semble que dans nombre de situations, l'aide française serait plus efficace si elle était engagée dans un cadre européen. Elle serait plus crédible en effet dans des pays où l'image de la France reste celle d'une ancienne puissance coloniale, suspecte de soutenir des intérêts, de faire vivre des clientèles ou d'avoir de la complaisance vis-à-vis des pouvoirs en place, pas toujours exemplaires d'un point de vue démocratique. Cela supposerait évidemment que l'aide européenne soit elle-même délivrée de la bureaucratie qui la mine et du caractère instable et volatil qu'elle subit.

Enfin, concernant la conversion de la dette, à côté des opérations qui existent déjà, j'insisterai tout particulièrement sur la dimension écologique des politiques qui pourraient être conduites. Je suis favorable à une conversion de dettes en contrepartie d'une politique de protection de l'environnement. Lorsque les pays du Sud protègent la biodiversité, ressources pharmaceutiques de demain, ou les forêts, indispensables à la respiration de la planète, ils rendent service à toute l'humanité.

Quant aux 0,7 % du BNP d'aide au développement, ce n'est pas beaucoup certes, mais les 0,2% supplémentaires que les Semaines sociales proposent pour du co-développement en faveur de l'Afrique qui sombre dans la misère, me paraissent indispensables. L'essentiel est que le caractère effectif de ces 0,7 % soit garanti. On

pourrait être intarissable sur ce sujet. Quand on parle Afrique, on parle aussi Sida : il est inouï que les promesses faites une fois, cinq fois, dix fois par notre pays n'aient pas été tenues. A l'époque déjà où Edouard Balladur était premier ministre, on avait promis 100 millions de francs au Fonds Mondial contre le Sida. 15 ans plus tard, ils n'ont toujours pas été versés !

**FRANÇOIS BAYROU<sup>8</sup>** : Je suis très heureux d'être parmi vous en raison du capital de travail et de conscience que les Semaines sociales représentent dans notre pays. C'est pour nous tous un atout national qui mérite d'être salué. Avant d'évoquer ensemble les propositions des Semaines sociales pour une société plus juste, je voudrais vous dire tout d'abord ma profonde conviction que la France a besoin d'un 'projet de société'. Je ne dis pas d'un « nouveau » projet de société, mais d'un projet de société tout simplement. Je considère que le plus frappant ces dernières années dans notre pays – probablement même depuis plusieurs décennies – c'est que, peu à peu, le projet de société de la France s'est perdu dans les sables. Chacun invoque à l'envie le manque de repères dans des secteurs probablement majoritaires de la société française. Mais l'absence d'énoncé par les responsables publics du projet de société qu'ils portent pour la France, avec elle et en son nom, me paraît le premier élément de cette dispersion, qui va dans beaucoup de secteurs jusqu'à la décomposition. Or la France, en raison de son histoire, des choix qui sont les siens, ne peut exister que par son projet de société.

Avez-vous observé que nous sommes le seul pays du monde à avoir adopté comme devise trois valeurs : liberté, égalité, fraternité ? Je me suis amusé à faire la liste des devises des autres pays du monde. Elles sont de deux grandes familles : les unes exaltent les valeurs nationales, le pays, l'union et l'unité du pays ; les autres évoquent le lien avec la transcendance. Aucun pays – sauf la France et ceux qui l'ont suivie, généralement les pays qui ont appartenu au cercle de l'empire – n'a choisi dans sa devise l'exaltation de la Nation, ni l'honneur de la religion de la Nation, mais trois vertus.

Or, le pays qui installe comme projet national 'liberté, égalité, fraternité' ne peut pas se sentir bien lorsque, faisant le bilan de la situation où il se trouve, il découvre qu'il a 4 millions de chômeurs – je dis 4 millions même si les statistiques officielles disent 2, parce je m'estime fondé à pouvoir y ajouter les Rmistes et les chômeurs de longue durée bénéficiaires de l'ASS en situation de rupture et d'exclusion. Ce pays ne peut pas se sentir bien lorsqu'on rencontre au centre de ses grandes villes, à tous les coins de rue, des SDF qui dorment dehors qu'il pleuve ou qu'il vente. Ce pays ne peut pas se sentir bien lorsqu'il réalise qu'il a accumulé sur les épaules des citoyens qui travaillent une dette qui ne pourra plus être évacuée par la dévaluation. Cette dette est telle que les générations actuelles, et pas seulement les générations futures comme on le croit, subissent un prélèvement sur leur travail, leur création et leur effort de deux ordres : un transfert vers des prêteurs étrangers et, pour ce qui est des prêteurs français, un prélèvement sur les pauvres pour donner aux gens plus aisés. Je lisais dans un calcul récent que ce transfert est de l'ordre de 150 euros par mois par ménage : on s'étonne ainsi de voir les difficultés de fin de mois et de niveau de pouvoir d'achat en France.

Ce pays ne peut pas se sentir bien quand il est incapable d'apporter une réponse au drame que représentent pour nous les banlieues et ces générations – c'est quelquefois la troisième – issues de l'immigration auxquelles nous ne parvenons pas à apporter une intégration comme elle devrait l'être dans la société française. Enfin, ce pays ne peut pas se sentir bien lorsqu'il a au-dessus de lui la menace des changements climatiques que le film récent d'Al Gore illustre. Tout cela dans une crise générale des institutions politiques qu'il suffit d'énoncer pour en mesurer la gravité : crise de l'État, de sa définition et de son service ; crise européenne, probablement la plus grave que nous ayons connue depuis que l'Europe s'est formée ; crise de la décentralisation – un sondage tout récent montre qu'une grande majorité de Français souhaite que l'on revienne sur la décentralisation.

### La nécessité d'un projet de société

Quel projet de société alors pour la France ? Ce projet peut selon moi s'énoncer comme ceci : nous sommes le pays qui, dans la compétition internationale, considère la solidarité non pas comme un handicap mais comme un atout. Je choisis le mot de solidarité parce qu'il est actif : c'est le mot des montagnards en cordée. Tout le monde marche, avance, partage l'effort, mais celui qui tombe est rattrapé. Il faut avoir la lucidité de dire que ce modèle et ce projet s'opposent à celui qui domine aujourd'hui, en tout cas dans le monde occidental. Ils s'opposent au modèle qui considère que le creusement des inégalités est au pire inévitable, au mieux un accélérateur pour la croissance. Il existe des démonstrations savantes sur ce sujet, que les économistes connaissent bien. Un exemple : on nous dit que la croissance, c'est l'investissement ; l'investissement, c'est l'épargne ; et que marginalement, les riches épargnent beaucoup plus que les pauvres ; donc, le fait qu'il y ait dans une société plus de riches garantit plus d'énergie économique pour la société en question. De la même

---

<sup>8</sup> François Bayrou est a été ministre de l'Education nationale de 1993 à 1997 et est candidat aux élections présidentielles de 2007 sous l'étiquette de l'UDI.

manière, on nous dit que l'inégalité salariale accentuée pousse à l'initiative, donc que le modèle inégalitaire est plus « énergétique » que le modèle solidaire, puisque tout le monde y gagne au bout du compte.

Je ne partage pas ce sentiment sur le fond : je pense que les inégalités se paient très cher à court et plus encore à moyen terme. Il suffit de regarder ce qui se passe dans nos banlieues avec des taux de chômage de 50% dans certaines catégories de la population, notamment les jeunes issus de l'immigration, et d'imaginer ce que la transmission de ce « patrimoine » d'exclusion va représenter comme handicap pour notre pays. Mais je considère en outre que ce modèle est en contradiction profonde avec la nature historique et culturelle du peuple français. Je n'ignore pas qu'il y a des peuples qui acceptent l'inégalité depuis le début des temps, ou qui acceptent le communautarisme ou des développements séparés. Mais, nous, le peuple français, nous l'avons refusé depuis la Révolution et même bien avant. Après tout, la fameuse expression de mon « camarade » Henri IV sur « la poule au pot tous les dimanches » pour toutes les familles françaises, et bien d'autres décisions plus élaborées ou plus savantes, ce n'était pas autre chose que la volonté de regarder la Nation comme une et l'égalité comme un des fondements de son existence. Nous sommes, nous les Français, le peuple de la solidarité. Et nous considérons qu'elle doit être un atout. Un peuple mieux formé, inventif, équilibré, c'est mieux pour la performance, la création, l'invention, c'est mieux qu'un peuple qui n'aurait pas cette chance.

### Contre la rupture au sein de la société

La lutte contre la rupture au sein de la société française, voilà ce qui me paraît essentiel aujourd'hui – Jacques Chirac a parlé autrefois de la 'fracture sociale' ! Je considère que la lutte contre l'exclusion doit être une priorité. Je considère que l'on n'est pas quitte avec une famille quand on lui a signé le chèque du RMI à la fin du mois. Si ces quelque centaines d'euros ne s'accompagnent pas d'une action déterminée pour remettre debout ceux qui sont sur le bord de la route, ils deviennent alors une trappe, un piège.

C'est la raison pour laquelle je soutiens l'idée d'une politique « d'activité universelle », c'est-à-dire que l'on demande à toutes les collectivités locales et associations de réserver aux bénéficiaires des minima sociaux une activité de service dans la société. Ce qui leur rendra par exemple une certaine manière de se regarder eux-mêmes, ou l'habitude des contacts sociaux – eux qui en sont réduits souvent à ne plus sortir, à ne fréquenter que des Rmistes et la bière par surcroît. Il faut remettre les personnes debout avec ce qu'elles savent faire. Savez-vous qu'il y a aujourd'hui beaucoup d'informaticiens au RMI ? Qu'ils donnent des cours d'informatique dans les associations ! Beaucoup de personnes ont le permis de conduire : qu'ils aident ceux qui ne peuvent pas se déplacer. Beaucoup pourraient garder des enfants, etc. La multiplication de ces activités sociales me paraît à même de relever les gens abandonnés. Parce que l'exclusion, on s'y enfonce et on risque de ne plus jamais en ressortir.

Je suis aussi favorable, contrairement à Dominique Voynet, et je l'ai proposé dès 2001, à un service civique universel. De manière que se vivent le brassage nécessaire, la rencontre qui permet de sortir de son quartier ou du petit groupe dans lequel on vit, et la découverte de l'idée qu'il est normal que je reçoive, mais qu'il aussi normal que je donne. Cela me paraît une mesure juste, liée au projet de société solidaire français. Car ce n'est évidemment pas dans la redistribution seulement que nous allons trouver ce modèle de société. Pour autant, il ne pourra se vivre que dans un pays qui choisit d'avoir l'activité économique la plus vivante, la plus créative et foisonnante. C'est pourquoi je suis en faveur d'une loi de promotion et de soutien de la petite entreprise : un « Small business act » à la française qui aidera à la multiplication de la création d'entreprises françaises. Comme je suis en faveur d'une politique fiscale de protection et d'aide aux chercheurs, de manière à relocaliser en France un certain nombre de chercheurs français partis à l'étranger alors qu'ils sont l'essentiel de notre capacité d'avenir.

### Pour le dépassement de l'opposition droite gauche

Je voudrais terminer par trois idées. La première est politique. Quand j'observe la dimension des problèmes qu'il nous revient de résoudre si nous sommes des responsables debout, qui refusons l'idée que la politique ne peut plus rien – la dette, l'exclusion, l'immigration, les banlieues, le chômage, le statut du travailleur, la réforme de l'éducation, la nouvelle politique agricole et le climat – quel Himalaya ! Mais rien ne pourra se faire sans une nouvelle démarche politique. Ma conviction est que, si l'on reste dans le camp contre camp, gauche contre droite, l'alternance à chaque fois, il n'y aura aucune espèce de chance ni de commencement d'espoir que ces problèmes puissent trouver une réponse. Parce qu'aujourd'hui, en raison de l'existence en France d'extrêmes droite et gauche très puissantes, camp contre camp, ce n'est plus du tout 50 contre 50. Ce qu'on appelle 'gauche' et ce qu'on appelle 'droite', rassemble en réalité chacun au mieux 30 % des Français. Vous entrez en fonction, vous annoncez les premières décisions et vous vous retrouvez à 30 contre 75 et très vite à 20 contre 80 %. Il n'y a pas une mesure forte qui puisse être mise en œuvre sans dépasser ces frontières-là. Je voudrais simplement rappeler que si Michel Rocard a pu mettre la CSG en place au début des années 90, c'est parce que le centre, qui n'était pas dans son camp, a choisi à l'époque de lui apporter son soutien contre tout le monde : le PC, l'extrême gauche, comme la droite. Je crois au dépassement des frontières. Parce que les alternances à répétitions – pas une seule élection n'a été gagnée par ceux qui étaient en place depuis 25 ans – conduisent à la destruction à

répétition de ce que les prédécesseurs ont fait. On passe son temps en France à des allers-retours entre une inspiration et l'autre, ce qui est mortel pour notre pays. Aucune politique sur les problèmes de fond ne peut se concevoir s'il n'y a pas la durée.

Deuxième idée : aucune politique ne peut non plus se concevoir sur ces sujets graves sans l'Europe. Nous savons tous que l'Europe non seulement n'est plus à la mode, mais qu'elle n'est plus un sujet dans le débat politique français. Je considère que le seul moyen que nous avons, nous peuple français, de nous adresser à la planète et d'avoir de l'influence sur elle, c'est une Europe politique décidée à défendre ses idées et à modifier l'ordre du monde.

Enfin sur l'Afrique, je suis de ceux qui ne croient pas aux politiques banalement anti-immigration. Je ne crois pas aux policiers, aux douaniers, aux murailles, aux chiens policiers, aux papiers d'identité infalsifiables. Je ne crois à rien de tout cela. Je sais bien qu'il faut les mettre en œuvre pour assurer un minimum de régulation, pour ne pas qu'il y ait appel d'air. Mais sur le fond, je ne crois pas que, depuis le début de l'humanité, les dix peuples les plus pauvres de la planète puissent vivre à quelques kilomètres des dix peuples les plus riches sans qu'il y ait un transfert, un mouvement de vases communicants. Si nous ne voulons pas que les arrivées massives de pauvres femmes et hommes d'Afrique du Nord et d'Afrique Subsaharienne déséquilibrent nos sociétés, alors il faut que les Africains puissent vivre et travailler chez eux. C'est-à-dire qu'il faut leur garantir qu'ils nourriront et qu'ils équiperont l'Afrique, qui est leur continent et le lieu où ils aimeraient bien vivre et dont ils sont obligés de partir. Une réflexion et une action de cet ordre ne peuvent se conduire que dans un cadre européen. Je suis donc pour la reconstruction du projet d'Europe politique et même d'Europe démocratique.

Le projet de société nécessaire pour la France est un projet qui la réconciliera non pas seulement avec elle-même, mais avec sa vocation universelle. Je suis persuadé que la concurrence des modèles traverse désormais toute la planète, en tout cas tout l'Occident. Je crois que la voix de la France peut, dans le drame universel qui se joue, avoir une valeur et une reconnaissance qui feront que les Français se sentiront plus justes pour eux-mêmes et pour le monde.

### Débat

– François Ernenwein : *Je voudrais concentrer mes questions sur l'une des pointes de votre intervention, les inégalités, à travers le filtre des 12 propositions des Semaines sociales. Prenons d'abord l'école, au centre des préoccupations des Français : nous avons vu les débats sur la carte scolaire. Plus globalement, ils s'interrogent sur la capacité de réforme de cette structure au fil des ans. Vous avez vous-même été ministre de l'Éducation. Selon la proposition 1, les Semaines sociales préconisent de donner plus de place dans l'Éducation Nationale à l'expérimentation, à sa capacité à s'inspirer de ce qui peut être performant, même extérieur à elle. Qu'en pensez-vous ?*

Il n'y a, selon moi, aucune réforme désormais envisageable sans expérimentation. La querelle des méthodes de lecture, par exemple, souffre de l'écart entre l'indication ministérielle et ce qui se passe sur le terrain. La situation n'y change pas pour des raisons aussi triviales que les manuels scolaires, propriétés des collectivités locales destinés à durer 15 ans. Chaque fois qu'une orientation ministérielle demande un changement de méthode ou de cap, l'inertie du manuel fait que tous les parents constatent un gouffre entre l'instruction parue dans le Journal Officiel et ce qui se passe dans la classe. Dans un domaine comme celui-là, je pense qu'il aurait fallu conduire une expérimentation – ce que j'avais lancé à l'époque où j'étais ministre et qui a été abandonné par mon successeur. Il s'agissait de prendre une série de 10 000 élèves, avec des enseignants dévoués à la méthode qu'ils veulent défendre ; une deuxième série de 10000 élèves avec une deuxième méthode, etc, puis on fait une évaluation objective des performances de chacune en fin d'année. Cela peut aller très vite.

Ainsi, ce n'est plus l'idéologie qui préside aux changements, c'est la réalité. Et la réalité est plus forte, plus éloquente, plus convaincante que les idéologies. C'est la même chose en matière d'organisation des établissements. Évidemment, je pense pour ma part qu'il y a une marge d'autonomie à donner aux établissements – ce que les Semaines sociales défendent dans leurs propositions. Il y a aussi des inconvénients ; seule l'expérimentation permettra de tourner la page sur cela.

Un mot enfin de la carte scolaire. Y mettre fin, cela peut être positif et considéré comme une liberté de plus pour les familles qui ont les relations, le moyen de transport, la capacité de savoir quelles sont les bonnes options et d'élaborer une stratégie scolaire pour leurs enfants. Les autres sont condamnés au ghetto. A ce propos, peut-être avez vous les travaux du sociologue Eric Maurin, il explique que le ghetto se constitue par l'école. Si vous ouvrez cette porte là, vous accentuez le ghetto.

Je défends donc l'idée que la vocation et la mission de la République sont de garantir une qualité d'enseignement, notamment secondaire, aussi exigeante quelle que soit la zone de notre pays où la vie a fait que vous habitez. Qu'après cela, on mette de la liberté dans le système, cela me va très bien. Mais je refuse qu'on abandonne ce principe.

Selon moi, deux éléments permettent de rendre ce principe efficient et pas uniquement théorique. Premièrement, dans tous les établissements secondaires, notamment tous les collèges français, la tranquillité et la discipline scolaire élémentaire doivent être garanties. Il faut donc avoir le courage et la lucidité de dire que les

quelques dizaines d'enfants qui déstabilisent un collège en menaçant leurs camarades et les enseignants, doivent en être retirés pour recevoir une scolarité différente dans des établissements adaptés, dans lesquels ils trouveront des repères qu'ils ne trouvent pas dans l'établissement scolaire en question. Cela n'est peut-être pas à la mode, mais c'est nécessaire. Deuxièmement, dans tous les établissements, des filières d'excellence doivent exister, pour que chacun puisse avoir concrètement sous les yeux, dans le quartier de Gennevilliers ou de Nay dans les Pyrénées-Atlantiques, des réussites de premier niveau national. J'ai vécu un temps dans lequel les options les plus rares étaient présentes dans les établissements les plus lointains ; on pouvait préparer là des réussites scolaires exceptionnelles. C'était cela l'égalité républicaine. Je n'ai pas envie que soit réservée aux seuls établissements sélectionnés de centre-ville l'excellence qui est aujourd'hui une nécessité démocratique partout sur le territoire national. C'est cela la voie d'avenir du projet d'une société solidaire en France. Une fois cela garanti, sans doute est-ce plutôt mieux pour un certain nombre de familles de laisser une certaine marge de liberté dans la carte scolaire.

*– Le deuxième fil rouge des inégalités est celui évoqué dans la proposition 3 des Semaines sociales : l'inégalité de rémunération du travail et du capital, phénomène mondial mais qui implique peut-être des mesures nationales ou européennes. Que pensez-vous des plafonnements de rémunération ou de la limitation des stock-options ?*

Vous m'avez entendu rappeler qu'il y a deux modèles en concurrence : l'un dominant, qui considère les inégalités comme un plus pour la croissance ; l'autre, pour l'instant peu défendu, qui considère que la solidarité est un atout dans la compétition internationale. Je suis du côté du deuxième modèle. Si Michel Camdessus, avec son expérience, garantit que l'on peut, comme le suggèrent les propositions des Semaines sociales, conduire une politique active de limitations des inégalités notamment salariales pour les managers, et qu'on peut le faire, je suis prêt à les suivre aveuglément. Mais je n'en crois rien.

Il n'y a qu'une voie : c'est que l'Europe considère qu'elle est porteuse du même projet de civilisation, à défaut du même projet de société, et que, bâtissant une Europe démocratique, nous puissions mettre cette question sur l'agenda des gouvernements européens, en toute clarté devant les citoyens. Si les citoyens en prennent la mesure, alors je suis sûr que les peuples les soutiendront et iront en ce sens.

En revanche, il y a une chose que nous pouvons faire : c'est réfléchir à l'amélioration de la représentation des salariés dans les organes de direction des entreprises. Cela peut se penser dans le cadre national. Cela peut même constituer, dans certains cas, une garantie ou une défense contre des actions offensives venues de l'extérieur. Pour le reste, je pense comme beaucoup que la transparence est la meilleure des défenses. Encore une fois, je dis à l'avance que si les personnalités éminentes du monde économique et financier membres des Semaines sociales pensent que c'est possible dans le cadre national, je suis leur homme.

*– Dernière question autour des inégalités mais ouverte sur le monde cette fois : l'aide au développement des pays pauvres a été négligée, et de façon répétée, par les pays prospères. Cette aide a même parfois été instrumentalisée dans les politiques nationales. Je ne vous ferai pas l'affront de vous demander si une 'rupture' est nécessaire, mais de quelle ampleur doit-elle être selon vous la rupture dans ce domaine ?*

Je ne crois pas pour ma part que l'aide financière directe soit la principale clé du développement de ces régions. Plus exactement, je ne le crois plus. Ces dernières décennies, l'aide financière s'est largement perdue dans les sables, notamment dans les sables de la corruption d'État. Certains vous expliquent que c'est consubstantiel à la situation culturelle de ces sociétés.

Je pense que le développement de ces grandes régions est une question à poser à l'Europe, à la manière dont le plan Marshall lui a permis de prendre des dispositions internes lorsqu'elle a eu à se relever. L'Europe a constitué un marché commun à l'époque, et elle s'est protégée. Je sais que beaucoup aujourd'hui – peut-être à juste titre, je ne l'écarte pas d'un revers de main – posent la question du protectionnisme européen, de la même façon que la campagne électorale récente aux États-Unis s'est faite autour du protectionnisme américain. Ces réflexions recouvrent naturellement beaucoup de souffrance et d'angoisse de la part des peuples, et notamment du peuple des salariés qui voit disparaître le tissu industriel.

Je ne suis pas protectionniste par nature, par pensée. Mais je suis convaincu qu'il faut protéger les pauvres de l'influence trop grande des riches. Je pense par exemple que la politique agricole commune de l'Union européenne et la politique agricole des États-Unis sont un crime à l'égard des paysans du Tiers-Monde. Prélever des impôts pour provoquer l'effondrement du prix des produits agricoles de manière qu'aucun producteur agricole de la planète, fut-il le plus performant des pays du groupe de Kerns, fut-il producteur de blé dans la Beauce à plus de 100 quintaux à l'hectare, producteur de maïs dans l'Iowa à plus de 120 quintaux à l'hectare, aucun de ces producteurs ne peut vendre ses produits même à l'équivalent de leur prix de revient. Que peut-il alors en être des producteurs qui font misérablement avec leurs bras 10 quintaux à l'hectare ? Vous tuez ceux là aussi certainement qu'avec une mitrailleuse entre les mains. Vous les déracinez et vous les envoyez dans les bidonvilles autour des méga-cités urbaines. C'est un assassinat.

## ***La parole aux politiques***

Je ne crois pas à la problématique unique des aides financières – même si c’est mieux que rien – parce que ce n’est pas seulement ainsi que l’on rééquilibrera les sociétés et que l’on permettra à ces femmes et à ces hommes de vivre sur la terre qui les a vu naître. Je souhaite que nous soyons, nous Français, en situation de poser devant le monde, par Europe interposée, la question de l’équilibre et des stratégies internes des politiques que nous conduisons, pour qu’elles deviennent des politiques intrinsèques de développement et non des politiques de développement dépendant d’aides financières qui ne seront jamais suffisantes.